

RAPPORT DE L'EXERCICE DE CAPITALISATION DU PROJET 'PROMOTION DE LA PARTICIPATION DES FEMMES' A LA GOUVERNANCE LOCALE AU BURKINA FASO

*Françoise Bibiane Yoda**

Introduction

Au Burkina Faso, malgré l'existence d'instruments juridiques posant le principe d'égalité des droits pour tous les citoyens sans distinction de sexe, les hommes et les femmes ne jouissent pas encore des mêmes privilèges quant à leur participation à la vie publique et à la gouvernance locale. L'année 2006 a consacré la communalisation intégrale du pays, ce qui a permis l'élection de 6400 femmes au poste de conseillères municipales contre 11477 élus chez les hommes. La société civile s'est fortement investie dans les projets de promotion d'une meilleure participation des femmes à ces consultations électorales. Le Réseau Femmes en Action (RFA) a mis en œuvre en 2005 le projet de promotion de la participation des femmes à la gouvernance locale au Burkina Faso (PPFGL-BF). Ce projet a eu comme objectifs de susciter l'éveil politique et une prise de conscience des femmes pour améliorer leur position dans les consultations électorales et élever le niveau de leurs capacités civiques en vue d'une participation effective et efficiente au processus démocratique.

La mise en œuvre du projet qui s'est faite à travers une recherche-action a duré une année et a permis d'atteindre les résultats suivants:

- 4500 femmes connaissent et maîtrisent leurs droits et devoirs civiques;
- 4500 femmes ont pris conscience de leurs rôles dans le processus de démocratisation et de développement local;
- 4500 femmes comprennent le sens du vote et savent voter;
- 4500 femmes comprennent les enjeux de la décentralisation et la nécessité de participer effectivement et consciencieusement aux élections dans les communes urbaines et rurales;
- les acteurs au niveau local sont sensibilisés et acceptent de s'impliquer dans la mise en œuvre des projets de promotion des femmes.

Après la mise en œuvre du dit projet et aussi à la fin du mandat des conseillers, le Réseau a souhaité faire une capitalisation du projet dans le but d'en tirer des leçons visant à les améliorer, mais également à inspirer d'autres acteurs de développement qui voudraient travailler sur la thématique « femme et gouvernance locale ». Cette capitalisation s'est faite à travers une documentation de l'expérience du projet (collecte de données à travers des interviews des acteurs et actrices du projet à la base, traitement et analyse des informations, montage et mixage de support audio en cassette et CD ROM/DVD). A travers cet exercice de capitalisation, le Réseau a essayé de faire ressortir la plus-value du projet dans la participation des femmes à la

* Françoise Bibiane Yoda est directrice exécutive du [Réseau Femmes en Action](#), Ouagadougou, Burkina Faso.

gouvernance locale. Les différents acteurs et actrices ont eu la possibilité de s'exprimer, chacun en fonction de son contexte et de ses réalités quotidiennes, ce qui a permis de vérifier les résultats atteints et constituer une masse importante de recommandations et d'actions pour la suite du processus marqué par des élections municipales en novembre 2012. La capitalisation a été également réalisée pour venir en appui aux radios locales partenaires en les dotant de cassettes et CD ROM pour la radiodiffusion.



Affiche de sensibilisation : la candidate en campagne électorale

Pour la réalisation de la présente mission, le Réseau s'est entouré des compétences d'une experte en genre et gouvernance appuyée par un communicateur. Les acteurs contactés sont le staff du RFA (initiateur du projet), les acteurs à la base notamment les femmes conseillères et Maires des communes urbaines et rurales, les leaders d'opinions, le pool de compétences au niveau local.¹ Il faut souligner également que le Réseau est dans un processus continu de concertation avec les autres organisations de la société civile pour harmoniser leurs interventions pour plus d'efficacité sur le terrain. C'est ainsi que plusieurs rencontres de concertation ont été organisées pour définir ensemble une stratégie commune d'intervention et une répartition des zones d'intervention. Au cours de la capitalisation, les consultants se sont donc tout naturellement intéressés à cette dynamique des organisations car jugée importante en terme de renforcement du processus pour les années à venir.

¹ Femmes formatrices chargées de la formation au niveau local.

La collecte, le traitement et l'analyse des données a permis d'élaborer un support audio de 26 minutes en cassettes audio et CD ROM. Elle a également permis d'élaborer le présent rapport de capitalisation qui présente les acquis du projet, les difficultés internes et externes, ainsi que des recommandations visant à dynamiser la participation des femmes à la gestion des collectivités locales au Burkina Faso.



Séance d'enregistrement d'une émission radiophonique

Le contexte

Situation socio-économique

Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest à faible revenu qui compte environ 14 millions d'habitants. Pauvre en ressources naturelles, l'économie du pays était tributaire des exportations du coton et vulnérable aux chocs exogènes mais ces deux dernières années le secteur minier a pris de l'ampleur sur le plan des exportations. Entre 2000 et 2008 le pays a enregistré un taux de croissance moyen de 5,2%. Ce taux a chuté de 5,2% en 2008 à 3,2% en 2009 du fait d'une série de chocs exogènes (choc climatique, crise énergétique, fluctuation des prix des matières premières, crise financière mondiale). En 2010, l'économie s'est redressée avec un taux de croissance de 7% en raison d'une augmentation substantielle des exportations d'or combinée à une hausse du prix du métal sur le marché international. Le taux de pauvreté au

Burkina est estimé à 43,9% et le pays occupe le 161^{ème} rang sur 169 pays selon l'indice du développement humain (IDH) 2010 publié par le PNUD.

Situation politique

Le pays jouit d'une stabilité politique depuis 1987 avec des politiques économiques davantage axées sur le marché et sa réintégration au sein de la communauté internationale. Depuis 1991 date d'adoption de la constitution, des élections présidentielles, législatives et municipales sont régulièrement organisées.

Au niveau de la gestion du pouvoir d'Etat, d'une manière générale, les femmes ont toujours été sous-représentées dans les institutions nationales et locales depuis l'indépendance du pays. Le nombre de femmes dans chaque gouvernement n'a jamais dépassé cinq (05), et celles-ci ont généralement occupé les domaines qui renvoient à leur rôle social (enseignement, action sociale, promotion féminine, etc.). Ainsi, par exemple, le gouvernement de juin 2007 n'a pas dérogé à la règle puisqu'il compte 5 femmes sur 34 ministres et ministres délégués, soit un taux de 14,24 % de représentation féminine. Au niveau des postes électifs, même si l'on constate des améliorations, le progrès se fait toujours attendre. Durant la période 1959-2002, les chiffres indiquent un total de 537 hommes contre 30 femmes qui ont siégé au Parlement : ce qui représente seulement 5,29 % (1,4 % à la première législature, 9 % à la deuxième, 12 % à la troisième et 14 % à la quatrième). Quant au pouvoir local, la représentation des femmes élues a progressé à raison de 8,9 % en 1995, 20,8 % en 2000, et 35,80 % en 2006. Sur les 351 maires que compte actuellement le pays, 20 seulement sont des femmes.

Brève présentation du Réseau Femmes en Action

Le RFA a été créé en 2003 avec pour mission de contribuer à la réduction de la pauvreté au Burkina Faso par l'accompagnement des communautés de base (organisées en associations, groupements agricoles, micro-entreprises rurales, coopératives, etc.) dans divers domaines visant leur autopromotion et leur pleine participation au processus de développement à la base.

Ses objectifs:

- Accompagner les organisations de base dans le développement et le renforcement de leurs activités génératrices de revenus (filères agro-sylvo-pastorales) ;
- Promouvoir une éducation citoyenne au sein des communautés de base ;
- Favoriser la participation des organisations de base à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi/évaluation des programmes de développement au niveau local ;
- Promouvoir les droits et la citoyenneté des femmes, leur participation à la gestion des collectivités locales ;
- Valoriser les expériences et contributions des organisations de base en particulier celles des femmes et favoriser l'émergence d'expertises féminines au niveau local ;
- Développer un partenariat entre les acteurs à la base (autorités locales, communautés de base, leaders d'opinion, etc.) pour travailler à la réduction des inégalités sociales.

Organisations partenaires de la plateforme de concertation pour une stratégie commune sur « Femmes et Gouvernance Locale »

- le RFA ;

- le Réseau des Femmes Rurales du Burkina ;
- WILDAF/ Afrique FeDDAF (Women in Law and Development in Africa/Femmes, Droit et Développement en Afrique) ;
- Organisation des Femmes Unique Soutien de famille ;
- Association Pugwisenga ;
- Association Etre Femme ;
- le Réseau des Femmes Maires du Burkina ;
- l'association des chefs coutumiers du Burkina ;
- le Réseau des radios communautaires pour le développement.

Partenaires techniques

- Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité ;
- Ministère de la promotion de la femme

Les acquis du projet

Au terme de cette capitalisation, les acquis suivants ont été relevés :

- Stratégie de recherche-action participative très bien appréciée par les femmes de base, les femmes superviseuses, les responsables coutumiers², les premiers responsables du Réseau ;
- Pertinence des contenus des modules dispensés ;
- Disponibilité de compétences en citoyenneté, droits humains, système politique, élections, etc. au niveau local ;
- Sollicitation des compétences locales mises en place par le Réseau par d'autres organisations et collectivités;
- Contributions très appréciées de certaines femmes conseillères lors des sessions du conseil municipal et dans les commissions (accès des femmes aux périmètres maraîchers).
- Maîtrise des procédures d'établissement des pièces d'état civil par les femmes à la base ;
- Identifications des vrais obstacles à la participation des femmes en politique;
- Éveil des consciences des hommes et des femmes quant à l'analyse des programmes des candidats pour faire des choix objectifs lors des élections;
- Prise de conscience de la nécessité d'encourager les femmes à s'impliquer dans la politique;
- Motivations de certaines femmes à rebeloter les prochaines échéances ;

Je suis conseillère à Nagréongo et j'ai travaillé dans la commission de l'environnement. Je me suis battue au sein de cette commission pour que les femmes actives dans la production de l'oignon sur la rive droite du barrage de Ziga aient des périmètres pour le travail collectif en groupement et pour le travail individuel des femmes. Mme Assèta Congo

En plus de ces acquis, il convient de souligner que le projet a suscité l'éveil de conscience des femmes et des hommes et plusieurs femmes ayant pris part au projet ont accepté de s'inscrire comme candidates sur les listes des partis politiques afin de briguer des postes électoraux. Certaines d'entre elles ont été élues conseillères municipales et occupent actuellement des postes

² Leaders traditionnels

de premier adjoint au maire et de présidente de commission au sein du conseil municipal. Le projet a permis le renforcement institutionnel et matériel du Réseau pour être encore plus outillé en ressources humaines et matérielles pour plus d'efficacité sur le terrain. Les outils et méthodologies utilisés au cours du projet ont montré leur efficacité dans les zones du projet.

Au niveau de l'environnement politique du pays, des avancées ont également été notées : il s'agit de l'adoption en 2009 de la loi sur le quota de 30% de l'un ou l'autre des sexes aux élections municipales, et de la politique nationale genre du Burkina Faso.

Les difficultés internes et externes rencontrées

En plus des acquis du niveau micro jusqu'au niveau macro, la capitalisation a relevé un certain nombre de difficultés liées à l'environnement interne du projet mais aussi à l'environnement externe.

Au plan interne, il s'agit de :

- La persistance de certains obstacles à l'épanouissement des femmes (pesanteurs socioculturelles, analphabétisme, faible pouvoir économique, surcharge de travail, etc.) ;
- Le mauvais positionnement des femmes sur les listes des partis politiques ;
- Le manque de confiance de certaines femmes vis-à-vis des partis politiques ;
- L'absence de candidatures indépendantes dans le système électoral du Burkina Faso ;
- La durée du projet jugée insuffisante (une année) ;
- La participation très faible de certaines femmes aux sessions municipales, abandon par d'autres qui regrettent leurs expériences :

Pour ce qui est du projet c'est une bonne initiative parce qu'il a contribué à éveiller nos consciences et renforcer nos connaissances mais en réalité la participation aux sessions du conseil municipal est difficile, par exemple si je dois quitter ma maison, aller séjourner 3 jours à Ouahigouya c'est difficile. Les frais de sessions qui sont de 2000 Fcfa³ par jour ne me permettent pas de faire face aux besoins. En plus quand je m'absente, mon commerce est fermé, pourtant c'est ma principale source de revenus. Je suis veuve avec 5 enfants qui vont à l'école. Si on me demande de rebelotter ma place de conseillère je ne m'y aventurerai plus jamais. Zenabo Kaboré

Je m'appelle Ouedraogo Limata, je suis conseillère à la commune de Gounghin. nous sommes deux femmes à siéger au conseil municipal. Les documents des sessions nous parviennent tard. En plus je suis analphabète et il m'est difficile de bien préparer la session. Aussi, si la session tombe le jour du marché, je ne peux pas y aller car j'ai rendez-vous avec mes clients. C'est vraiment difficile. C'est mon frère agent technique d'agriculture qui m'aidait à préparer les sessions et me traduisait en mooré (langue locale) pour que je puisse comprendre les enjeux. Ce qui me permettait de participer activement aux discussions. C'est lui qui lisait les documents. Le fait de n'avoir pas fait l'école est un grand handicap pour ma participation active aux sessions du conseil. Ouedraogo Limata

³ Franc de la Communauté Financière Africaine (1 Euro = 655,957 F CFA).

Concernant les difficultés externes, elles sont surtout liées :

- Au démarrage tardif de la capitalisation (non disponibilité des acteurs pendant les vacances d'Août et les travaux champêtres) ;
- A l'indisponibilité des responsables des partis politiques à accorder des interviews ;
- A la crise socio-politique que le pays a traversée au premier et deuxième trimestre de l'année 2011: cette crise a entraîné un sentiment général de méfiance des acteurs à s'exprimer pendant cette période sensible (ce qui a rendu quelque peu difficile la réalisation de certaines interviews).

Recommandations

Pour accompagner le Réseau et les autres acteurs dans la mise en œuvre d'actions de renforcement de la participation politique des femmes, les recommandations suivantes ont été formulées :

Recommandations à l'endroit du Réseau :

- Diffuser le support audio à travers les radios communautaires dans les zones d'intervention du projet et dans les autres zones pour sensibiliser un plus grand nombre d'acteurs et actrices à la base sur la nécessité d'encourager la participation des femmes à la gestion des collectivités locales ;
- Renforcer la position du Réseau en matière de promotion des droits civiques notamment politiques par la mise en place d'un projet pour dynamiser la participation des femmes dans la gestion des collectivités locales. Il s'agira en outre de réaliser un diagnostic approfondi et créer une base de données sur le leadership local, formuler des pistes d'actions et mettre en œuvre le projet dans un délai d'un mandat dans des régions bien spécifiées (2012-2017) ;
- Renforcer sa participation au plaidoyer de la société civile pour l'adoption d'une loi portant institution des candidatures indépendantes au Burkina Faso ;
- Initier un projet spécifique de participation aux élections de 2012 à travers une mission d'observation de la transparence et de l'équité en matière d'organisation des élections, gage d'un encrage démocratique à la base au Burkina Faso.

Pour réussir cette nouvelle mission, le Réseau a besoin du soutien des autres partenaires, notamment les autorités politiques du pays, les organisations internationales et interafricaines, les organisations de la société civiles du Burkina Faso, les responsables des partis politiques, les leaders d'opinion et les femmes à la base.

A cet effet, les recommandations suivantes leurs sont formulées :

- soutenir la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le Développement n°3 « égalité des sexes et autonomisation des femmes » en accompagnant les projets portés par les ONG, coalitions, et Réseaux dans les différents pays en Afrique de l'Ouest pour promouvoir une participation qualitative des femmes dans la gestion des collectivités locales ;

- exiger des gouvernements des comptes en matière d'élaboration de textes et lois mais aussi en matière d'application effective de ces instruments ou accompagner les gouvernements dans des actions pour faciliter l'application effective des textes ;
- faire preuve d'une volonté politique réelle en prévoyant des dispositions pratiques qui obligent les responsables des partis politiques à respecter la loi sur le quota pendant la composition des listes de candidats aux élections locales de novembre 2012 et mettre en place un fonds de soutien aux femmes candidates et élues ;
- renforcer l'accès, la représentation et la participation égalitaire des hommes et des femmes dans les sphères de décisions, notamment les conseils municipaux, à travers une identification plus approfondie des entraves qui empêchent les femmes de participer aux prises de décision au même titre que les hommes et l'organisation des programmes de sensibilisation – communication à l'endroit des communautés sur les bonnes pratiques, en prenant en compte les spécificités culturelles de chaque cible ;
- diffuser les expériences positives de participation à la gestion des collectivités locales, pour encourager les autres femmes.



Travaux en groupe de femmes animatrices

Conclusion

Au terme de cette expérience de capitalisation de projet de promotion de la participation des femmes à la gouvernance locale au Burkina, des acquis ont été relevés sur le plan quantitatif et qualitatif. Des difficultés ont également été relevées aux différents niveaux. Les recommandations ainsi formulées permettront sans doute de relever ces difficultés mais surtout de dynamiser la participation des femmes lors des consultations électorales à venir. L'environnement politique et juridique du pays a connu des avancées avec l'adoption d'instruments favorables aux femmes. Cette somme d'expériences contribuera non seulement à améliorer les approches de travail, notamment la recherche-action participative, mais aussi renforcera la production de connaissances sur la gouvernance locale qui seront diffusées à la base à travers des canaux adaptés (radios). Le défi actuel est de réussir l'application effective de ces instruments à la base en faveur des hommes et des femmes. Cela requiert l'implication et l'engagement de tous les acteurs et actrices du développement. Les femmes qui sont longtemps restées en marge du processus de développement, notamment dans la gestion des affaires locales doivent maintenant participer à travers un leadership confirmé à tous les processus. Le Réseau est toujours engagé à poursuivre sa mission d'appui aux femmes et compte aussi sur le soutien de ses partenaires.